



Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional
El Salvador, Centro America

BULLETIN MENSUEL D'INFORMATION DE LA REPRESENTATION
N° 8 OFFICIELLE DU FMLN PARIS, DECEMBRE 1989

Venceremos

SOMMAIRE

	Page
. Editorial	2
. Manifeste pour la nation	3
. Communiqué du FMLN du 16/11/89	5
. Dénonciation	6
. Déclarations du Commandant Villalobos	7
. Communiqué du FMLN du 19/11/89	9
. Communiqué du FMLN du 22/11/89	11
. Violations des Droits de l'Homme commises par les forces armées gouvernementales	12
. Communiqué du FMLN du 29/11/89	13
. Appel du FMLN	14
. En bref	15



Pour tout renseignement auprès du FMLN, s'adresser à :

ESMERALDA CARDENAS Tel. (33) (1) 46 71 12 90
BOITE POSTALE 27301
75024 PARIS CEDEX 01 TELEFAX N° (33) (1) 46 71 12 90

SOUTIEN A L'EDITION
DU BULLETIN :
PARIS CCP 17 209 92 Z

40P 13315

EDITORIAL

Pour le gouvernement de Cristiani, le droit du peuple salvadorien à être informé objectivement est un casse-tête. Les informations et opinions que diffusent les organes indépendants de presse contredisent facilement les versions officielles sur les événements nationaux. Les hauts commandements militaires, compromis avec le sang de dizaines de milliers de Salvadorien torturés, assassinés, ressentent le besoin de masquer ses crimes pour éviter la justice.

De son côté, le gouvernement de Cristiani cache son illégitimité et sa responsabilité de la répression contre le peuple. Il offre sa protection aux assassins des syndicalistes, paysans, coopérativistes, prêtres et aussi des journalistes. Il tente d'imposer une façon exclusive de penser qui justifie les objectifs abhorrés de la dictature dirigée par Alfredo Cristiani et le Colonel Ponce : annihiler l'opposition.

Les forces armées et gouvernementales sont travestis en institution de terreur et de mensonge. Les journalistes exercent avec responsabilité leur rôle de communicateur, prennent à source la propre réalité des faits et la diffuse. Cette attitude (de la véracité des faits) compliquent les plans élaborés par le haut commandement pour exterminer militairement l'opposition et sa base sociale. En faisant valoir l'état de siège, il applique contre les moyens de presse, la loi afin d'obliger les journalistes à diffuser uniquement des informations officielles qui partent de l'état major. En même temps, la chaîne nationale de radio est utilisée pour stimuler et justifier les attaques contre les secteurs politiques, syndicaux, religieux et universitaires entre autres.

Cristiani a peur de la vérité, mais la vérité favorise ceux qui luttent pour une véritable démocratie, pour une paix juste et durable. C'est pour ces objectifs-là que le FMLN et les forces sociales du pays demandent une négociation réelle et concrète.

MANIFESTE POUR LA NATION

Le Front Farabundo Martí de Liberation Nationale a insisté depuis 1981 sur la nécessité d'une solution politique à la guerre. Cet effort s'est heurté à l'opposition têtue de l'armée et des secteurs d'extrême-droite qui ont toujours maintenu entre leurs mains le pouvoir total. Nous avons présenté des dizaines de propositions de négociation où nous avons fait de plus en plus de concessions bien que la réalité militaire ait montré que nous étions imbattables.

Nous avons fait au gouvernement actuel d'ARENA une proposition qui ouvrait de réelles perspectives de paix. Il a répondu par une escalade dans la repression avec tortures et assassinats et enfin le massacre des travailleurs de FENASTRAS. Le gouvernement a refusé la négociation et nos propositions en même temps qu'il généralisait la guerre et qu'il reprimait les secteurs populaires. Devant cette double menace: l'impossibilité d'une solution pacifique à la guerre et de nouveaux massacres et violations flagrantes des droits démocratiques de notre peuple, le FMLN a décidé de lancer une offensive stratégique militaire énergique pour barrer le chemin aux fascistes et donner la possibilité de mettre fin à la guerre.

Ainsi, le 11 novembre à 20H, nos troupes ont entamé le combat sur tous les fronts prévus dans l'offensive, déjouant les mesures préventives et les dispositifs de l'armée pour nous retenir. Nos combattants aguerris ont dépassé toutes les prévisions, malgré leur handicap en nombre et en moyens, en livrant l'une des plus glorieuses batailles de l'histoire du mouvement populaire. En moins de 15 heures, nous avons pris le contrôle de territoires stratégiques, nous avons anéanti des dizaines d'unités ennemies, nous avons fait des prisonniers, nous avons récupéré des armes et détruit des véhicules blindés et des avions.

Quatre jours après le début des combats, nos forces ont repoussé toutes les contre-attaques ennemies et ont pris de nouvelles positions. Des milliers de citoyens ont participé à des soulèvements populaires pour appuyer nos forces, de nouveaux combattants se sont incorporés à nos troupes. Face à cette situation, le gouvernement d'ARENA et la bande d'officiers corrompus, connue sous le nom de La Tandon, qui dirige l'armée ont déclenché les bombardements criminels contre la population civile pour empêcher les soulèvements populaires, mais cela n'a fait qu'augmenter l'appui à nos forces et redoubler la colère populaire contre le gouvernement de Cristiani et l'armée. Ainsi la situation exige que nos forces accompagnent l'offensive décidée par nos forces et par le peuple, jusqu'aux dernières conséquences. On ne pourra avoir la paix qu'en chassant du pouvoir ceux qui ont fait de cette guerre un génocide.

Le Commandement Général, en conséquence,

1. Ordonne à toutes ses unités de maintenir les positions conquises, de se mettre à l'organisation du soulèvement de notre peuple, de mener les tâches de sécurité, de défense de la population ainsi que de réquisition et de distribution de vivres aux plus nécessiteux.

2. Appelle le peuple à généraliser les soulèvements et à s'incorporer au combat en y participant de toutes les façons possibles, en se servant de tous types d'armement populaire pour se défendre et frapper l'ennemi.

3. Informe qu'à partir d'aujourd'hui, sont déclarés territoires libérés par le peuple toutes les zones sous notre contrôle dans les départements de Morazan, San Miguel, La Unión, Usulután, Cuscatlán, Chalatenango, San Vicente et Cabañas. En conséquence, nos forces et le peuple vont mettre en place des gouvernements populaires dans toutes les municipalités. En même temps, nos forces qui contrôlent des territoires dans les villes doivent accentuer la lutte pour assurer le contrôle total du pays.

4. Demande à tous les travailleurs d'arrêter le travail, généralisant ainsi la lutte pour affaiblir le gouvernement et permettant aussi l'intégration de tous au combat. Nous déclarons que l'arrêt des transports, le sabotage et l'électricité et la fermeture des pompes-à-essence vont se prolonger indéfiniment, le peuple doit s'y préparer. Nous lançons un avertissement catégorique aux employeurs qui obligent les ouvriers à venir travailler. Nos forces ont reçu l'ordre d'agir pour que cette disposition soit effective.

5. Demande à la communauté internationale et aux organisations humanitaires d'envoyer de l'aide aux victimes civiles des bombardements et de contribuer à la création de refuges et de centres pour protéger la population contre les actes criminels du gouvernement de Cristiani et de l'État-Major de l'armée.

6. Exhorte fermement toutes les forces politiques et sociales, les organisations populaires et les employeurs privés de notre pays à assumer en ce moment le rôle historique qui leur revient de proposer et de construire une solution démocratique nationale qui amène une paix durable dans notre pays.

7. Lance un appel patriotique aux officiers et aux soldats de l'armée nationale pour qu'ils ne permettent plus que La Tandoná, ARENA et les intérêts US les amènent à s'affronter au peuple et à se tacher les mains de sang. Notre front ne les considère pas comme des ennemis et est prêt à faire la paix avec les secteurs de l'armée qui veulent pour notre pays la justice, la souveraineté nationale et une démocratie véritable.

L'ennemi commun de tout le peuple et de toutes les forces sociales et politiques de notre pays, c'est La Tandoná, qui s'est enrichie avec la guerre, et les Escadrons d'ARENA. Ce sont les ennemis de la paix, de la démocratie, ils ne veulent pas la justice. C'est contre eux que nous appelons toute la nation à lutter, afin que nous puissions chanter la strophe de l'hymne national, que la tyrannie a essayé d'enterrer, et qui dit:

"La liberté est son dogme et son guide
Que mille fois il a juré défendre
Et qu'autant de fois il a juré repousser
L'odieux pouvoir de la tyrannie

*Commandement Générale du FMLN
El Salvador, le 13 novembre 1989*

COMMUNIQUE DU FMLN

Face au sinistre massacre des prêtres jésuites en ce jeudi 16 novembre, le FMLN communique au peuple salvadorien que :

1. Le massacre des Jésuites Ignacio Ellacuria, Segundo Monte, Ignacio Martin Baro, Joaquin Lopez, Armando Lopez, Juan Ramon Moreno et de Madame Julia Elba Ramos et de sa fille Celina Ramos, a été perpétré par les Escadrons de la mort de l'armée à l'aube, ce jeudi. Un groupe d'une trentaine d'hommes vêtus de vert ont fait irruption dans la maison des prêtres et les ont criblés de balles de gros calibre. Trois victimes ont été traînées jusque dans la cour où elles ont reçu le coup de grâce qui leur a complètement détruit la boîte crânienne.

2. Tant ce massacre que les bombardements génocides contre les quartiers fortement peuplés de San Salvador et de San Miguel, ont été ordonnés par Alfredo Cristiani et l'Etat-Major de l'armée et font partie d'un plan anti-insurrectionnel pour décapiter l'opposition politique et créer un climat de terreur dans la population civile.

Des menaces de mort contre le prêtre Ignacio Ellacuria ont été faites publiquement sur la chaîne nationale de l'armée. La nuit du mercredi 15, les forces de sécurité ont perquisitionné des locaux de l'opposition à la recherche des dirigeants pour les tuer. C'est le même schéma qu'en 1979 et 1980, quand ils ont assassiné Monseigneur Romero, massacré les dirigeants du FDR, tué le recteur de l'Université, le Docteur Felix Ulloa et des dizaines de milliers de Salvadoriens.

3. Il ne fait aucun doute que le régime d'ARENA et l'armée sont des bêtes sauvages blessées à mort. Nous appelons les dirigeants démocratiques, populaires et religieux à dénoncer et condamner un si horrible massacre et à appeler la communauté internationale à isoler le régime fasciste d'Alfredo Cristiani.

4. Nous appelons les officiers de l'armée qui ont connu Ignacio Ellacuria (dont le travail dans l'éducation, la recherche et l'analyse scientifique de la réalité lui a valu une considération reconnue) à choisir la dignité et à ne pas se compromettre dans le génocide. Il y a toujours eu des patriotes honnêtes dans l'armée, ils ne doivent pas s'enfoncer avec les criminels. Nous leur tendons la main pour qu'ensemble nous sauvions le pays et qu'ils puissent ainsi sauver une

partie de l'armée. Alfredo Cristiani et l'armée ont assassiné les Jésuites, mais ils sont en train de se suicider.

5. Le FMLN condamne ce crime et partage la peine du peuple salvadorien qui perd, d'une façon absurde, une partie de l'élite intellectuelle de notre pays. Leur intelligence et leur sensibilité ont toujours été au service du changement et du progrès dans notre société. Leur oeuvre sera immortelle, l'irrationalisme fasciste n'en finira jamais avec elle.

Nous appelons tous nos combattants, nos militants et notre peuple en général, à un combat sans repos. L'unique façon de répondre à ce massacre indigne, c'est ce que nous faisons maintenant. Il faut anéantir ARENA et La Tandoná. La Patrie peut compter sur notre force, sur notre décision, nous ne faillirons pas.

*Commandement Général du FMLN
Le 16 novembre 1989*

DENONCIATION

Le Secrétariat de Promotion et de Protection des Droits de l'Homme du FMLN a dénoncé l'assassinat de Norma Guirola de Herrera, Présidente de l'Institut de la Promotion de la Femme (IMU), perpétré par des membres de l'armée.

A la faveur du couvre-feu, la bande de militaires assassins a investi aux premières heures de la matinée la Colonie Montebello, située au nord de la capitale, et a fait irruption au domicile de Madame Herrera pour la tuer.

L'assassinat de la Présidente de l'IMU s'est produit le même jour et à la même heure que le massacre des prêtres Jésuites par un autre groupe de tueurs. Ces deux groupes avaient reçu de leur hiérarchie militaire l'ordre de semer la terreur parmi la population civile en exécutant sommairement et de façon sauvage les victimes désignées.

Ces faits illustrent la bestialité de l'Etat-Major de l'armée et montrent qu'ils sont prêts à faire couler le sang et à faire disparaître en utilisant la violence les intellectuels progressistes d'El Salvador.

Le SPPDH lance un nouvel appel à la communauté internationale afin de promouvoir la solution à la crise que le pays traverse en écartant du pouvoir les assassins du peuple salvadorien.

Nous appelons la Solidarité Internationale à mettre en œuvre les actions politiques de la plus grande ampleur pour isoler au plan international le gouvernement de Cristiani et ses hauts responsables militaires; à exiger des autres gouvernements et des secteurs influents de chaque pays la suspension de tout type d'aide au régime assassin d'Alfredo Cristiani.

El Salvador, le 16 novembre 1989

DECLARATIONS DU COMMANDANT VILLALOBOS

San Salvador, le 17 novembre (ANN)

"L'ambassade des Etats-Unis à San Salvador était au courant du plan visant à l'assassinat des prêtres jésuites et de certains dirigeants populaires", a déclaré le Commandant de la guerrilla, Joaquin Villalobos.

Au cours d'une entrevue accordée à la chaîne révolutionnaire formée par les radios insurgées "Venceremos" et Farabundo Martí", Villalobos a révélé l'existence d'un plan d'extermination des dirigeants populaires, dans lequel se trouvait également impliqué de façon directe le gouvernement salvadorien.

Le 16 membre du Commandement Général de la guerrilla a soutenu que ce plan d'extermination s'est élaboré à partir d'une hypothèse fautive: celle d'une grande défaite militaire infligée aux forces du Front Farabundo Martí pour la Libération Nationale (FMLN).

L'Etat-Major de l'armée, le gouvernement d'Alfredo Cristiani et l'ambassade des Etats-Unis ont également commis une erreur d'appréciation quand ils décidèrent d'appliquer ce plan d'extermination, avant même de vérifier si la défaite des forces de la guerrilla était réelle ou pas.

Villalobos a dénoncé les calculs du régime qui visaient à infliger en quelques heures une défaite aux guerrilleros. Ceux-ci allaient, soit-disant, être fatigués, sans munitions et sans vivres, et c'est pour cette raison qu'il refusa de signer avec la Croix Rouge une trêve de trois heures pour évacuer les blessés.

Durant la matinée du jour suivant, ils bombardèrent les banlieues ouvrières où, selon eux, se trouvaient les guerrilleros, sans tenir compte du sort de la population civile. Les bombardements tenaient lieu d'affaiblissement, a dit Villalobos, et ont duré plus de cinq heures.

En même temps ils commencèrent à fouiller les maisons des dirigeants populaires les plus connus, dans le but de les exterminer, alors que le couvre-feu et l'état de siège étaient en vigueur. Ils pensaient

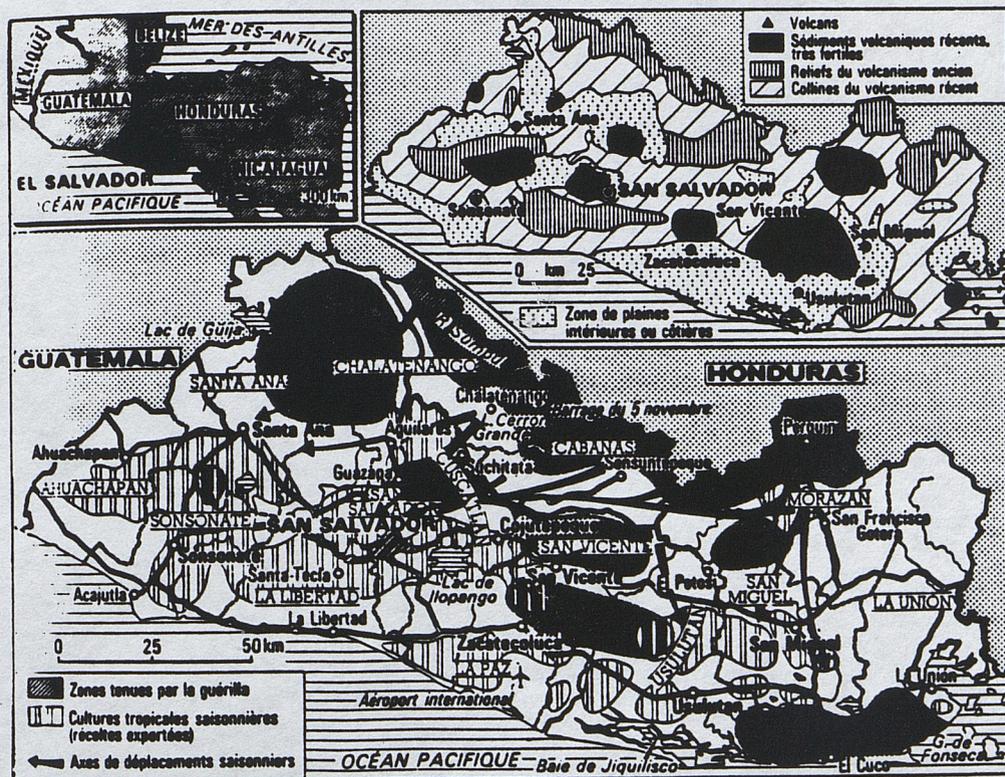
pouvoir pacifier le pays en quelques heures sur la base de l'anéantissement total de l'opposition.

Cependant, les forces chargées de l'extermination et qui devaient commencer leur chasse, ne trouvèrent que l'épouse d'un dirigeant syndical qu'ils assassinèrent et les six jésuites qui furent aussi horriblement massacrés.

Quelque temps plus tard, ce jeudi matin, après cinq heures de bombardement, l'Etat-Major a lancé la troupe dans une contre-offensive, croyant ne trouver que les cadavres des guerrilleros. En fait, ils ont trouvé une résistance acharnée qui fit échouer la manœuvre.

Malgré tout, ils avaient commis l'horrible assassinat.

Finalement, le dirigeant révolutionnaire a avancé que la disparition des principaux cadres, les plus conservateurs de l'oligarchie, de la scène politique, se devra à la défaite que le FMLN leur inflige mais aussi à leurs propres erreurs de calcul car ils sous-estiment la capacité de la guerrilla.



COMMUNIQUE DU SECRETARIAT DU FMLN POUR LA PROMOTION ET LA PROTECTION DES DROITS DE L'HOMME

LE GOUVERNEMENT ET LES FORCES ARMÉES VIOLENT LES LOIS QUI PROTÈGENT LA POPULATION CIVILE EN CAS D'ÉTAT D'EXCEPTION

Le dimanche 12 novembre, le gouvernement Cristiani a imposé pendant 12 heures, l'état de siège et le couvre-feu sur le territoire national. Deux jours après, il décrétait le couvre-feu pendant 24 heures dans les localités d'Ilopango, Santa Lucia, Soyapango, Zacamil, Ayutuxtepeque, Mejicanos et Ciudad Delgado.

Or, El Salvador a signé et ratifié le PACTE INTERNATIONAL DES DROITS CIVILS ET POLITIQUES, lequel est devenu Loi Internationale et Loi de la République en mars 1976.

L'article II du Pacte International impose au gouvernement Cristiani et à son Etat-Major, le respect et la garantie des droits civils et politiques reconnus pour toutes les personnes se trouvant sur le territoire national. D'autre part, l'article IV oblige les autorités militaires à respecter les droits fondamentaux des personnes en toutes circonstances. De cette sorte, pendant l'état de siège et le couvre-feu, et quelles que soient les menaces existantes, aucune autorité civile ou militaire n'a le droit d'abolir ou de suspendre les droits à la vie et à l'intégrité physique des personnes.

C'est pendant les états d'exception que les armées font montre de leur professionnalisme, en respectant les Droits de l'Homme et en limitant les souffrances de la population par une protection et des secours constants, au lieu d'en faire une cible militaire, comme c'est le cas à El Salvador.

Constatons les agissements de l'armée ces derniers jours.

L'activité du FMLN a créé une nouvelle situation politico-militaire qui ne favorise pas le gouvernement de Cristiani, ni ses chefs militaires. Les colonels de l'Etat-Major, en proie à la peur et à l'anxiété, ont recours aux moyens qu'ils utilisent depuis 10 ans pour se maintenir illégitimement au pouvoir, à savoir, le terrorisme d'état et l'assassinat.

Leur crainte de voir le peuple fusionner avec le FMLN dans l'action militaire les pousse à accroître d'heure en heure, le terrorisme massif et indiscriminé contre les civils, laissant ainsi apparaître leur total mépris à l'égard des normes internationales qui obligent les armées à respecter et protéger les civils en situation de guerre, et à l'égard de la Communauté Internationale qui les a émises.

L'état de siège et le couvre-feu ont été décrétés pour protéger les forces gouvernementales dans l'exécution des crimes les plus affreux de ces dix dernières années. Ces derniers jours, elles se sont rendues responsables d'un nombre croissant d'exécutions sommaires.

Les faits suivants confirment notre conclusion:

le 13 novembre:

- 23 cadavres ont été reconnus dans le Centre Judiciaire Isidro Menendez

le 14 novembre:

- des membres de la Garde Nationale qui assurent un barrage à l'entrée de San Joaquin (San Salvador) ont tiré sur un homme qui traversait, entraînant sa mort immédiate. Les agents se sont approchés du corps inanimé pour lui retirer ses papiers. Le corps fut enterré par la suite comme inconnu.

le 15 novembre:

- 9 cadavres non-identifiés ont été déposés à la morgue du cimetière de San Salvador.

le 16 novembre:

- à l'aube, plusieurs groupes de soldats ont assassiné le Docteur Ignacio Ellacuria, jésuite, ainsi que 5 prêtres et 2 femmes, du personnel de service dont un enfant. Dans les mêmes circonstances, la Présidente de l'Institut de la Femme, Norma de Herrera, a également été assassinée. L'administration du Cimetière Général de San Salvador a fait savoir qu'ils avaient reçu 46 cadavres, dont 6 ont été réclamés par les familles.

- 9 paysans, membres de la Coopérative de l'Association Nationale des Indigènes (ANIS) ont été assassinés à Teotepeque, La Libertad.

Tous les cas que nous soumettons au jugement de la Communauté Internationale, sont des données partielles qui reflètent l'ampleur des atteintes aux Droits de l'Homme par les forces gouvernementales, et laissent voir d'autre part les véritables objectifs recherchés à travers l'état de siège et la loi martiale.

Face à la gravité des événements à El Salvador, nous appelons la Communauté Internationale à dénoncer le gouvernement de Cristiani pour ces exécutions sommaires commandées par l'Etat-Major. Nous demandons en particulier aux organisations de défense des Droits de l'Homme, reconnues comme entités consultatives par le Conseil Economique et Social de l'ONU d'enquêter sur les assassinats commis par l'armée et d'établir des rapports afin de les adresser aux Rapporteurs Spéciaux sur les Etats d'Exception et Exécutions Sommaires de la Commission des Droits de l'Homme de l'ONU.

El Salvador, le 19 novembre 1989

COMMUNIQUE DU COMMANDEMENT GENERAL DU FMLN

Le Front Farabundo Marti pour la Libération Nationale, considérant que:

1. La demande de la communauté internationale pour un cessez-le-feu sollicitée par les secrétaires de l'ONU et de l'OEA, du Groupe des Huit, des gouvernements de la Communauté Economique Européenne, du Canada, de l'URSS, de la Suede et de la Finlande est juste, pour des raisons humanitaires et politiques qui cherchent à freiner les pertes en vies humaines et à éviter le bain de sang créé entre les deux forces armées du Salvador.

2. Les attaques brutales aériennes et d'artillerie ont causé la majorité des victimes civiles dans les quartiers populaires et la destruction de milliers d'habitations.

3. Il s'est déchaîné une chasse aux dirigeants et aux membres des organisations syndicales, institutions religieuses, éducatives et des partis politiques d'opposition, provoquant des assassinats, des arrestations, des perquisitions et des persécutions dont la dimension est difficile à mesurer.

Certaines personnes poursuivies sont passées à la clandestinité ou sont sorties du pays, ces faits même et l'occultation de la vérité créent un climat de terrorisme d'état.

4. Il y a des secteurs dans les forces armées, les partis ARENA, PCN, MAC et les Etats-Unis, qui veulent une prolongation de la guerre et qui pour cela s'opposent au cessez-le-feu.

5. Nous agissons avec flexibilité, guidés par l'intérêt patriotique national, la véritable situation d'urgence est créée par l'intérêt de trouver une sortie politique au conflit armé.

La polarisation sociale, militaire, politique et économique presse toutes les forces à agir avec rapidité et à entreprendre les mesures qui mettront définitivement fin à la guerre.

En conséquence de quoi:

1. Nous manifestons notre accord pour procéder immédiatement au cessez-le-feu sous la surveillance de l'ONU comme réponse à la demande des forces politiques, sociales, religieuses de la nation salvadorienne et de la communauté internationale qui se sont dirigées à nous pour le proposer.

2. Plus spécialement, nous exprimons notre disposition au Conseil de Sécurité de l'ONU, à coopérer avec les mesures qu'il adoptera en faveur d'un cessez-le-feu immédiat dans notre pays et avec les mécanismes de supervision sur le terrain qu'il établira.

3. Aux forces armées du gouvernement salvadorien: nous appelons ses chers et officiers à ne pas opposer d'obstacles à ces avancées tendant à engager des négociations sérieuses qui aboutissent à mettre un terme à cette guerre.

Commandement Général du FMLN
Le 22 novembre 1989

SECRETARIAT DU FMLN POUR LA PROMOTION ET LA PROTECTION DES DROITS DE L'HOMME

VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME COMMISES PAR LES FORCES ARMEES GOUVERNEMENTALES DURANT LES DIX PREMIERS JOURS DES HOSTILITES

Du 11 au 21 novembre 1989
Données partielles

Violations du droit humanitaires:

. Attaques contre la population civile	182
. Morts dus aux attaques aveugles	680
. Blessés dû aux attaques aveugles	2 094

Violations des Droits de l'Homme:

. Executions sommaires	59
. Personnes arrêtées, dont l'armée n'a émise aucune information	197
TOTAL DES VIOLATIONS	3 212

Pour ces dix jours, l'armée a accompli une moyenne de:

. 321 violations quotidiennes
. 13 violations à l'heure.

El Salvador, le 24 novembre 1989

COMMUNIQUE DU FMLN

Suite à la campagne de propagande faite par le gouvernement salvadorien à l'étranger autour de la soi-disant découverte de missiles sol-air dans un avion accidenté, le FMLN déclare que:

1. Il faut rappeler à ceux que l'escalade qui s'est produite dans le conflit salvadorien inquiète, que cette escalade a commencé du fait des forces armées salvadoriennes lorsque ces dernières ont lancé contre les populations civiles des zones urbaines densément peuplées des offensives et des bombardements indiscriminés, ce qu'elles faisaient depuis des années dans les zones rurales alors que le FMLN propose depuis 1987 diverses mesures tendant à freiner l'escalade des opérations militaires, par exemple en suspendant les opérations aériennes. La protestation actuelle du gouvernement salvadorien, qui a fait des opérations aériennes l'instrument d'un véritable génocide à El Salvador, est hypocrite.
2. La politique de l'administration américaine a transformé l'Amérique Centrale en un énorme marché d'armes par l'introduction de milliers de tonnes d'armes d'origine soviétique et nord-américaine dont des missiles sol-air. Les militaires salvadoriens et honduriens, les contras nicaraguayens comme d'importants trafiquants d'armes participent à ce vaste marché noir.
3. Le gouvernement a développé une campagne contre le gouvernement nicaraguayen qu'il accuse, dont le but est de couvrir le génocide perpétré à El Salvador d'un rideau de fumée et de détourner l'attention de la Communauté Internationale qui réclame depuis un certain temps:
 - a) L'arrêt par le gouvernement salvadorien des bombardements massifs et indiscriminés des zones urbaines densément peuplées, comme des opérations de chasse à l'homme dont l'opposition politique et les associations populaires sont victimes.
 - b) L'ouverture d'une enquête sur l'assassinat des six jésuites et de leurs deux employés et le châtement des auteurs de ces meurtres et des crimes similaires.
 - c) L'acceptation d'un cessez-le-feu par le gouvernement salvadorien qui pour appuyer son intransigeance et sa position irrationnelle le refuse.
4. La rupture des relations entre El Salvador et le Nicaragua, décidée par Cristiani après la soi-disante livraison de missiles au FMLN est déraisonnable. L'argumentation qui prétend que cette dernière constitue une escalade de la guerre ne tient pas puisque celle-ci a été provoqué par le gouvernement américain qui a fourni 4 milliards de dollars d'aide pour tripler l'armée salvadorienne et la doter d'une force aérienne suréquipée. Le gouvernement salvadorien a toujours targué du soutien nicaraguayen au FMLN pour refuser de reconnaître les causes intérieures du conflit et pour refuser la voie de la négociation en prolongeant ainsi les souffrances du peuple salvadorien. Il cherche

à dramatiser la lutte légitime du peuple pour un régime démocratique, pluraliste et non-aligné.

En conséquence, nous réaffirmons que:

1. Nous avons légitimement le droit de nous pourvoir de tout type d'armements pour assurer notre défense et pour protéger notre peuple de l'escalade militaire poursuivie et développée depuis longtemps par le gouvernement salvadorien avec le ferme soutien de l'administration actuelle, passée et présente. Ce droit nous autorise à nous fournir en armes dans différents lieux et à en assurer le transport jusqu'aux fronts de combat pour tous les moyens dont nous disposons.

2. Nous sommes toujours tous-à-fait disposés à arrêter l'escalade de la guerre. Nous en prenons l'initiative en exprimant notre disposition à l'établissement d'un cessez-le-feu sous contrôle international et à l'ouverture de négociations véritables où toutes les forces politiques et sociales du pays pourraient participer afin de mettre fin à la guerre.

3. Nous sommes disposés à ne pas utiliser de missiles sol-air si les forces aériennes gouvernementales cessent totalement leurs bombardements, leurs tirs de roquettes et autres sur l'ensemble du territoire national.

Commandement Général du FMLN

LE FRONT FARABUNDO MARTI POUR LA LIBERATION NATIONALE ET LE SECRETARIAT DE PROMOTION ET DE PROTECTION DES DROITS DE L'HOMME

S'adresse à toutes les organisations qui défendent les Droits de l'Homme: églises, organisations de solidarité avec El Salvador, partis politiques, syndicats, universités, internationalistes, personnalités,

Et il les appelle à:

MULTIPLIER LES DECLARATIONS

- Condamnant les attaques indiscriminées contre la population civile
- Exigeant l'arrêt des attaques contre la population civile
- Réclamant le respect et la protection des groupes de secours et des personnes qui travaillent avec les institutions humanitaires salvadoriennes: Croix-Rouge, Croix-Verte et groupes de sauvetage
- Réclamant le respect et la protection des journalistes et exigeant qu'il ne soit pas fait obstacle à leur travail

-
- Condamnant la décision de suspendre les garanties constitutionnelles et l'arrêt immédiat du couvre-feu qui touchent essentiellement la population sans défense
 - Exigeant l'arrêt des violations et des fouilles de domiciles de personnes civiles, et que cessent les captures
 - Exigeant le nom des personnes que le gouvernement et l'ambassade des Etats-Unis reconnaissent avoir capturées et exigeant leur mise en liberté
 - Condamnant l'attaque contre l'Université d'El Salvador et exigeant la protection des patrimoines culturels et religieux qui ne doivent pas être pris pour cibles militaires
 - Exigeant du gouvernement et des forces armées du Salvador qu'ils assument leurs engagements et leurs responsabilités devant la communauté internationale par l'application des Accords de Genève et Actes Additionnels dans les circonstances actuelles
 - Exigeant du gouvernement et des forces armées du Salvador qu'ils assument leurs engagements et leurs responsabilités devant la Communauté Internationale par l'application et le respect du Pacte International des Droits Civils et Politiques.

ENVOYER DU SOUTIEN FINANCIER, D'URGENCE:

. En France, faites parvenir vos dons au:

- CDF Paris 17-209-92-Z

FMLN - Esmeralda Cardenas
BP 27301
75024 PARIS CEDEX 01

EN BREF

12 NOVEMBRE: Le Front Farabundo Marti pour la libération Nationale (FMLN) lance la plus importante opération depuis le début de la guerre civile en 1981. Des combats se déroulent au coeur de San Salvador. Les commandos urbains du FMLN érigent des barricades et creusent dans les secteurs nord et est de la ville.
Le FMLN attaque dans différents endroits de San Salvador et dans quatre capitales de département, San Miguel, Usulután, Zacatecoluca et San Vicente. Des garnisons militaires tombent aux mains des guerrilleros à San Miguel. La guerrilla fait de nombreux prisonniers et récupèrent d'importants stocks d'armes.

13 NOVEMBRE: L'aviation salvadorienne commence le bombardement les quartiers nord de San Salvador: Zacamil, Mejicanos, Ciudad Delgados, Soyapango, Ayutuxtepeque, Cuscatancingo, tous des quartiers très peuplés, laissant des milliers de Salvadoriens sans-abris et des centaines de blessés et des morts.

14 NOVEMBRE: Le FMLN tient maintenant un tiers du territoire du pays. Le contre-offensive de l'armée est un échec. L'armée bombarde et mitraille les habitants dans les banlieues de San Salvador et de San Miguel, entre autres. Dans certains endroits, les bombardements durent toute la journée.

15 NOVEMBRE: L'armée se sert de bombes de 500 à 750 livres en calibre, de fabrication nord-américaine sur la population civile. Le FMLN appelle la Croix-Rouge à évacuer les blessés. Mais à San Miguel, le Colonel Vargas empêche la Croix-Rouge de le faire. A San Salvador, l'armée commence à détruire des locaux des organisations populaires et à enlever des militants. La population dans les zones sous bombardements s'organise pour construire des tunnels, des barricades.

16 NOVEMBRE: 6 Jésuites de l'UCA sont assassinés. Un communiqué du FMLN condamne ce massacre. Un communiqué du FMLN révèle la présence de pilotes américains dans les opérations de bombardement de San Salvador.

17 NOVEMBRE: Depuis le début de l'offensive, le FMLN a causé 927 blessés ou morts à l'armée, récupérant 127 armements, 21 mitraillettes et armes d'appui, ainsi que 80000 tirs de différents calibres. Il a endommagé 11 hélicoptères ou avions et détruit 27 transports blindés.

18 NOVEMBRE: La Croix-Rouge n'arrive pas à entrer dans les zones de combat et les bombardements continuent. Des étrangers sont arrêtés. Aux USA, le Conseil National de l'Eglise demande au Congrès d'arrêter l'aide militaire à El Salvador.

19 NOVEMBRE: A l'enterrement des 6 Jésuites plusieurs Evêques salvadoriens y participent ainsi que Cristiani, des membres du cabinet et William Walker. Des dirigeants de la Démocratie chrétienne et Ruben Samora sont présents, et des centaines de Salvadoriens.

20 NOVEMBRE: Des églises sont perquisitionnées. 300 Congressistes nord-américains se disent prêts à suspendre l'aide à El Salvador si les violations des Droits de l'Homme continuent. Le FMLN prend l'hôtel Sheraton. Dans l'après-midi, l'évacuation des civils et conseillers (et aussi de Monsieur Baena Soarès, Secrétaire Général de l'OEA) de l'hôtel Sheraton est possible. Seul un groupe de conseillers nord-américains armés, restent, qui refusent de sortir.

21 NOVEMBRE: Le groupe de conseillers nord-américains quittent finalement l'hôtel Sheraton, 18 heures après le départ des guérilleros.

25 NOVEMBRE: La Croix-Rouge Internationale signale que depuis le début de l'offensive, l'armée a arrêté plus de 100 syndicalistes. Depuis le 12, 7 étudiants sont portés disparus et 15 ont été emprisonnés; 5 étudiants ont été retrouvés morts.

L'Assemblée législative Approuve 28 reformes du code pénal et met en place la loi anti-terroriste: l'âge pénal est réduit à 14 ans et la période de détention sans investigation est augmentée de 72H à 15 jours. Il y a aussi de nouvelles définitions de 'terrorisme'. Les mesures contre la presse sont étendues.

26 NOVEMBRE: 100 journalistes ne travaillent plus, car ils refusent de s'auto-censurer.

Selon des sources officielles, 70 000 personnes ont été obligé de quitter leurs foyers à cause des bombardements.

27 NOVEMBRE: Dans un communiqué sur le soit-disant envoi d'armes, le FMLN confirme leur demande d'une solution négociée et dit que par ses déclarations, Cristiani essaie de dévier l'attention des bombardements des civils, du massacre des Jésuites et des graves violations des Droits de l'Homme; d'alléger les pressions sur son gouvernement suite à son refus de cessez-le-feu; de se décharger de sa responsabilité concernant les accords d'Esquipulas II.

L'internationale Socialiste appelle à une solution non violente au conflit et appelle leurs membres à appuyer la proposition: immédiate et authentique cessez-le-feu; suspension immédiate de toute aide extérieure; établissement d'un groupe d'observateurs des Nations Unies pour superviser l'accord de cessez-le-feu. L'internationale Socialiste est préoccupé par le fait que gouvernement salvadorien ait utilisé la crise actuelle comme prétexte pour exterminer des dirigeants religieux, des dirigeants syndicaux et des dirigeants de l'opposition. Ils appellent le gouvernement US à exiger du gouvernement salvadorien des garanties pour la sécurité des dirigeants du MNR et d'autres mouvements de l'opposition, comme condition d'aide.

29 NOVEMBRE: Le FMLN étend ses positions dans le nord et nord-ouest de la capitale et annonce des mesures pour évacuer les étrangers d'Escalon et San Benito (San Salvador).

02 DECEMBRE: La RFA suspend son aide au gouvernement salvadorien.